



Renens face au défi de la croissance



Lundi 08 février 2016

Mario Togni [1]

URBANISME • *De cité ouvrière, le chef-lieu de l'Ouest lausannois est devenu le cœur battant d'un district de 70000 habitants. Les projets de densification s'enchaînent mais ne font pas toujours l'unanimité.*



La Croisée et **Le gymnase de l'Ouest lausannois (CEOL) ouvrira ses classes à la rentrée prochaine.** JEAN-BERNARD SIEBER

La gare de Renens a entamé sa mue. En septembre dernier, le démarrage des travaux marquait le lancement du «chantier du siècle» des CFF, Léman 2030, qui doit permettre d'absorber l'explosion du trafic ferroviaire dans l'Arc lémanique. Pour le chef-lieu de l'Ouest lausannois, dont l'histoire est intimement liée au chemin de fer, le symbole est de taille.

A l'image de sa gare, dont la fréquentation a augmenté de 7,6% entre 2010 et 2014, Renens vit depuis une décennie une vaste transformation urbaine. Anciennement perçue comme la «banlieue ouvrière» de Lausanne, la ville se retrouve aujourd'hui au cœur de cet Ouest vanté pour son dynamisme, dopé par la proximité des hautes écoles (EPFL, UNIL, ECAL) et la revitalisation des friches industrielles.

Image redorée

Tout le monde s'accommode de l'image redorée de Renens, qui a longtemps souffert de mauvaise réputation. Mais tout changement suscite aussi des craintes. «En période de crise économique et de pénurie de logement, le développement peut faire peur, c'est compréhensible», juge Marianne Huguenin, qui quittera son poste de syndique après les élections communales.

«Renens vit une croissance assez lente, plus faible que la moyenne cantonale», nuance toutefois la popiste. Après une phase de forte extension durant l'après-guerre – 6000 habitants en 1950, 17 000 en 1970 –, la ville n'a crû que de 3000 âmes environ depuis, pour s'établir autour de 20 000. Mais le mouvement repart à la hausse. D'ici 2030, les prévisions tablent sur une population de 25 000 habitants.

Nombreux chantiers

Les chantiers s'enchaînent. A La Croisée, près de 160 logements, en partie subventionnés et pour étudiants, seront livrés dans l'année. De l'autre côté des voies ferroviaires, le gymnase de l'Ouest lausannois (CEOL) ouvrira ses classes à la rentrée prochaine, avant que n'émerge à côté le quartier des Entrepôts, qui abritera le siège romand des CFF, des logements et des activités artisanales.

Quand on ajoute à cela les grands projets à venir, comme la densification des friches de Malley ou le tram T1 (Flon-Renens), le rythme a de quoi donner le tournis. Pour la plupart, ces chantiers suscitent une forte adhésion politique. Mais la population ne se sent pas toujours écoutée et des crispations se font jour. Dans le coin, les associations d'habitants fleurissent comme les immeubles.

Créée fin 2015, l'Avreol (Association Vivre Renens et l'Ouest lausannois) espère avoir son mot à dire sur les futurs projets urbanistiques. «Il y a un mouvement général, les habitants veulent avoir plus de prise sur leur territoire», résume Nicolas Noël, son coprésident, professeur de géographie et animateur du blog «Arpenter l'Ouest».

Trop souvent, dit-il, les autorités vantent des démarches participatives qui n'en sont qu'à moitié. Au bout du compte, les gens s'opposent, comme à Florissant. Face à la grogne, la municipalité a abandonné l'an passé son plan de densification du quartier (lire ci-dessous). «Les gens en ont marre d'être cantonnés au rôle de nein-sager, ils veulent être consultés en amont», poursuit-il.

Large concertation

Pour la verte Tinetta Maystre, municipale de l'urbanisme depuis 2006, la participation peut aller plus loin. «On doit s'en nourrir pour donner de la qualité aux projets. Après, il est difficile de faire l'unanimité», lâche-t-elle. Exemple? La place du Marché, accepté par 76% des votants en 2008 après une large concertation, n'est pas épargnée par les critiques depuis sa réalisation.

Aujourd'hui, les regards se tournent vers le quartier de Malley, que se partagent les communes de Renens, Prilly et Lausanne. Ensemble, elles planifient la requalification de l'une des plus grandes friches industrielles de Suisse. En tout, quelque 1100 logements sont prévus, mais aussi de nombreux emplois, une patinoire, des infrastructures, un parc public, etc.

Vif débat attendu

Des voix critiques se font entendre, alors que la présence de plusieurs tours fait jaser. Fondée l'an passé, l'association Avenir Malley dénonce des projets «démésurés», une planification «saucissonnée» ainsi qu'une sous-estimation des nuisances liées au trafic. «Un travail titanesque a été accompli, avec un concours d'urbanisme et des études d'impact. Il y a une vraie vision d'ensemble», rétorque Tinetta Maystre. Malgré tout, le débat s'annonce vif au cours de la prochaine législature.

Avec ses grands projets, alliant densité et mixité, les autorités veulent répondre aux grands enjeux de l'agglomération, notamment en termes de mobilité. Par le passé, le développement anarchique de l'Ouest lausannois, source de trafic automobile et de pollution, a déjà poussé ses huit communes à travailler ensemble pour aboutir au Schéma directeur de l'Ouest lausannois (SDOL), en 2003.

Et après? Le territoire de Renens est déjà «bien rempli», note Marianne Huguenin. «Il faudra suivre avec les infrastructures de transports, les écoles, l'accueil de la petite enfance, la culture.» Et pas question de perdre l'âme populaire des lieux. «Renens restera une ville ouvrière, mais qui bouge», conclut-elle. I

A Florissant, les habitants veillent

Ce fut un épisode douloureux de la législature qui s'achève. En mars 2015, la municipalité de Renens abandonnait la densification du quartier de Florissant. Le projet, porté par des propriétaires privés, prévoyait la construction de nouveaux immeubles (350 habitants et emplois). Mais la résistance des habitants, regroupés au sein du Groupe d'intérêts de Florissant (GIF), a été féroce. Fort d'une longue histoire de luttes, dès les années 1980, le quartier s'est fortement mobilisé. En 2013, une pétition munie de 1800 signatures était déposée. «Nous refusons le bourrage des quartiers existants», résume Daniel Desponds, membre du comité.

Le vent a tourné quand le PS s'est finalement opposé au projet en octobre 2014. Quelques mois plus tard, sa municipale Myriam Romano-Malagrifa adoptait la même position, rompant la collégialité. C'est finalement le PLR qui a précipité la mort du projet en tournant lui aussi casaque.

Municipale de l'urbanisme, Tinetta Maystre (verts) ne veut pourtant pas y voir un échec. «Nous n'avons pas pu nous entendre mais cela valait la peine de parler ensemble», soutient-elle. L'élue a promis de ne pas revenir à la charge, mais le GIF reste sur ses gardes. Pour s'en assurer, ses membres ont prévu d'interpeller les candidats aux communales sur les marchés. MTI

Les forces en présence

Six listes et 14 candidats s'affrontent au premier tour pour les 7 sièges de la municipalité. Alors que Marianne Huguenin (POP - Fourmi rouge) quitte l'exécutif après 20 ans de service (syndique depuis 2006), son parti tentera de garder ses deux fauteuils avec Didier Divorne, Karine Clerc et Johnson Bastidas. Le PS aligne les sortants Jean-François Clément et Myriam Romano-Malagrifa, ainsi que Patricia Zurcher Maquignaz. Le premier vise la syndiculture.

Au PLR, les actuels municipaux Olivier Golaz et Jean-Marc Dupuis sont alliés au vert libéral Florian Gruber. Chez Les Verts, Tynetta Meystre se représente, aux côtés de Nathalie Jaccard. L'UDC veut entrer à la municipalité grâce à Gérard Duperrex et Stéphane Montabert, tout comme l'Alliance du centre-UDF-PEV avec Roland Delapierre.

Le Conseil communal est composé de 80 membres, dont 23 POP, 19 PLR, 18 PS, 10 Verts et 10 UDC. MTI

> Comment les grands enjeux de la politique sont-ils vécus dans les villes vaudoises? Nous vous proposons un parcours en cinq étapes: Yverdon, Nyon, Vevey, Lausanne et Renens pour explorer un grand dossier urbain chaque semaine.